




MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

<p>Secrétariat général Service de la modernisation Sous-Direction du Pilotage des Services</p> <p>78 Rue de Varenne 75349 Paris 07 SP</p> <p>Dossier suivi par : A. GRAND D'ESNON</p> <p>Tél. : 01.49.55.41.37 Fax : 01.49.55.47.24 Mél : antoine.grand-desnon@agriculture.gouv.fr</p> <p>Réf. Interne : N09-016-AGD-SDPS</p>	<p>NOTE DE SERVICE SG/SM/SDPS/N2009-1406 Date: 12 mars 2009</p>
--	--

Date limite de réponse :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

 Nombre d'annexe : 0

Objet : : Renforcement des capacités d'expertise du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans les domaines nouveaux ou en croissance.

Résumé : L'arrêt des missions d'ingénierie publique concurrentielle va permettre de réorienter les agents des services déconcentrés sur les métiers actuels mais aussi sur des métiers nouveaux dans des domaines prioritaires émergents ou en croissance au niveau départemental et régional.

MOTS-CLES : Ingénierie publique, agriculture durable, biomasse, offre alimentaire, alimentation, territoires ruraux, énergie.

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
Mesdames et Messieurs les Préfets de région,	Directeurs d'administration centrale du MAP
Mesdames et Messieurs les DRAAF	Mesdames et Messieurs les IGIR et IGVR
Mesdames et Messieurs les Préfets de département,	CGAAER
Mesdames et Messieurs les DDAF, DDEA, DAF,	CEMAGREF
DDSV	MEEDDAT/SG

L'arrêt progressif des missions d'ingénierie publique concurrentielle d'ici à fin 2011 s'inscrit dans une ambition, affirmée par les Conseils de modernisation des politiques publiques du 4 avril et du 11 juin 2008 de « renforcer les capacités d'expertise dans les domaines nouveaux ou en croissance ». Il va permettre des mobilités professionnelles de personnels sur les missions essentielles du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP).

Ces mobilités professionnelles sont naturellement ouvertes à tous les agents, mais elles s'appliquent particulièrement à ceux qui exercent actuellement dans les services d'ingénierie publique des DDEA, DDAF et DAF.

Elles concernent en premier lieu l'ensemble des métiers actuels des services déconcentrés (économie agricole, forêt et environnement, sécurité sanitaire des aliments, gestion des données territoriales, administration générale ...), dès lors que les mobilités ou les départs en retraite conduisent à des vacances de poste et dans le respect des plafonds d'emplois.

Mais elles vont aussi permettre de renforcer des métiers émergents et de développer des missions relevant des politiques publiques prioritaires, pour lesquelles l'État doit prendre des initiatives, aux côtés des acteurs de terrain.

Les priorités du ministère en faveur d'une agriculture durable et d'une alimentation sûre, diversifiée et équilibrée réclament en effet une politique volontariste dans les services déconcentrés pour initier des projets et créer la dynamique nécessaire à leur mise en œuvre, tout particulièrement dans les quatre domaines suivants :

1. L'Etat doit favoriser le développement de l'agriculture biologique comme l'émergence d'une **agriculture durable** plus économe en intrants agrochimiques, en énergie et en eau. Il lui appartient d'améliorer la protection des ressources en eau, tant en matière de qualité que de quantité, et d'initier des pratiques favorables à la protection ou à l'enrichissement de la biodiversité, ainsi qu'à la préservation des paysages et au **développement rural**.
2. Les projets d'amélioration de l'**efficacité énergétique des exploitations agricoles** doivent être encouragés. Plus largement, les ressources de biomasse agricole et forestière sont insuffisamment valorisées, notamment faute de filières durables ou de débouchés stables. Des efforts doivent être menés auprès des agriculteurs, des forestiers et des agro-industriels pour identifier les gisements potentiels de biomasse (paille, bois, effluents et résidus) et permettre leur valorisation.
3. En matière de **qualité de l'alimentation**, l'effort portera sur la diversité de l'offre alimentaire, l'augmentation de la consommation de fruits et de légumes, sur l'aide alimentaire aux plus démunis et sur l'information du consommateur.
4. La **valorisation, notamment des données économiques territoriales** disponibles dans les services déconcentrés du MAP sera systématiquement recherchée.

Au-delà de ces secteurs nouveaux ou à renforcer, les services déconcentrés maintiendront des missions d'ingénierie pour le compte propre de l'État. A ce titre, ils assureront une mission nouvelle pour le compte de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), avec le suivi des services publics d'eau et d'assainissement à travers le Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) défini par la note de service 2008-1417 du 9 décembre 2008. Cette mission fera appel à des compétences proches de celles mobilisées pour les prestations d'assistance à la délégation et au suivi des services publics, qui se poursuivront.

Les missions nouvelles ou à développer reposent toutes **sur une ingénierie de projet en concertation avec des acteurs multiples**. Elles supposent des connaissances techniques dans les secteurs nouveaux de l'environnement, de l'énergie, de l'économie ou des systèmes d'information. Selon les cas, elles s'exerceront au niveau départemental ou régional. Elles peuvent s'appuyer sur des instruments financiers incitatifs dont l'instruction implique les services déconcentrés du MAP.

Elles devront également s'appuyer sur les établissements d'enseignement agricole, et en particulier leurs exploitations, qui doivent être les pilotes de ces techniques et pratiques nouvelles. En effet, dans le cadre de ses missions d'animation pour le développement des territoires et d'expérimentation, l'enseignement agricole public est amené à déployer des dispositifs pour:

- renforcer et animer les réseaux départementaux et régionaux des exploitations agricoles des EPL afin de développer et rationaliser leurs activités de démonstration et d'expérimentation pour favoriser une agriculture et un développement durable des territoires;
- animer des projets de développement des territoires;
- renforcer les activités en région de ses réseaux thématiques (performance énergétique, bio-diversité, plan éco-phyto 2008-2018, agriculture biologique, eau,...) en favorisant les partenariats avec le milieu professionnel local.

Elles seront prises en compte par les directeurs des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), responsables des budgets opérationnels de programme (R-BOP), dans l'affectation des moyens et la définition des priorités locales qui seront transcrites à la fois dans le projet stratégique de la DRAAF et dans les plans régionaux de redéploiement des capacités d'ingénierie en région (PRIR) (cf notes de service communes MAP/MEEDDAT du 22 juillet 2008 et du 23 février 2009).

La présente note précise ces missions prioritaires pour les services déconcentrés du MAP, au niveau régional et départemental. Elle complète la note de service du MAP du 31 juillet 2008, relative aux compétences techniques et missions d'ingénierie à mettre en œuvre.

Cette note présente successivement les missions nouvelles, les métiers correspondants, la place de ces métiers dans les services déconcentrés et enfin les principales mesures d'accompagnement des agents vers ces postes nouveaux. On trouvera aussi en chapitre 2, des exemples de fiches pour les postes principaux.

1. LES MISSIONS NOUVELLES

1.1. Favoriser une agriculture et un développement durables des territoires

La transformation des pratiques agricoles pour aller vers une agriculture durable nécessite une évolution sensible de l'ensemble de l'agriculture dans les territoires. Elle s'inscrit dans le cadre du second volet de la PAC.

1.1.1. Il s'agit d'une façon générale :

- de soutenir l'agriculture biologique et la conversion à la culture biologique;
- de concevoir des systèmes agricoles innovants qui optimisent les potentiels des territoires et tiennent compte des enjeux environnementaux spécifiques et limitent l'usage des produits phytosanitaires et des engrais chimiques;
- d'organiser la gestion collective des enjeux, à l'échelle d'un territoire (par exemple stratégies collectives de lutte contre les ravageurs, réflexion collective sur l'organisation des assolements pour limiter la propagation des maladies, réflexion collective sur la gestion des surfaces en couvert environnemental pour préserver la bio-diversité et notamment les pollinisateurs domestiques et sauvages);

- d'adapter aux spécificités locales les pratiques en cours de développement (par exemple travail simplifié du sol, fauchage tardif);
- de développer la certification « Haute Valeur Environnementale » des exploitations agricoles;
- de construire des stratégies de développement vers une agriculture durable en mobilisant l'ensemble des acteurs (lycées agricoles, chambres, établissements scientifiques, collectivités locales) et les outils disponibles dans le cadre du Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH) qui mobilise des financements européens (FEADER), nationaux et régionaux;
- de faire évoluer l'organisation des filières pour les rendre compatibles avec ces évolutions.

Il importe que les services du MAP impulsent ou accompagnent ces politiques sur les territoires en s'appuyant sur des organismes partenaires « porteurs de projets » chaque fois que possible, et interviennent directement si l'implication des partenaires potentiels le justifie.

Pratiquement, les DRAAF animent les commissions régionales agro-environnementales qui définissent les zones d'action prioritaires, choisissent les porteurs de projets, établissent ou actualisent les engagements techniques, les besoins en financements et la maquette des financements croisés (FEADER, Région...). Elles assurent la cohérence territoriale des actions et leur articulation avec les autres réglementations (trames bleues et vertes, Natura 2000, plan Eco-phyto 2008-2018, Directive Cadre sur l'Eau, zones d'alimentation des captages...). Elles pilotent la mise en oeuvre du Document Régional de Développement Rural (DRDR).

Les DDAF et DDEA mettent en oeuvre sur le terrain les orientations régionales. Elles recueillent et instruisent les demandes individuelles des agriculteurs et autres pétitionnaires. Elles coordonnent les contrôles. Elles accompagnent les porteurs de projets et participent à l'émergence de stratégies et plans d'action partagés par les acteurs concernés.

1.1.2. En ce qui concerne le cas particulier de la gestion des ressources hydriques, la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 renforce la lutte contre les pollutions et les prélèvements diffus de l'agriculture lorsqu'ils mettent en danger les milieux aquatiques ou les ressources en eau potable. Elle prévoit, dans son article 21, des plans d'action mis en place par les préfets dans les aires d'alimentation des captages, les zones humides d'intérêt environnemental et dans les zones d'érosion. Elle préconise aussi, en matière d'irrigation, une autorisation de prélèvement délivrée à un organisme mandataire unique qui peut être constitué d'office par le préfet dans les zones de répartition des eaux. Les décrets d'application 2007-882 et 2007-1381 précisent les procédures de définition des zones et les contraintes qui peuvent y être imposées.

Pour mettre en oeuvre ces dispositions, les services déconcentrés devront renforcer l'accompagnement des collectivités gestionnaires des captages pour :

- mener les pré-diagnostic des zones concernées et accompagner les maîtres d'ouvrage dans les procédures d'appels d'offre pour la réalisation des diagnostics hydrogéologiques et agricoles;
- imaginer les pistes d'action en matière d'occupation des sols et de pratiques culturales sur la base de ces diagnostics;
- placer ces pistes d'actions dans le cadre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ou des plans de gestion des étiages (PGE) lorsqu'ils existent;
- engager les concertations avec les agriculteurs, les chambres d'agriculture, les associations syndicales de propriétaires, les agences de l'eau, les collectivités locales, les associations de protection de la nature...

- proposer le programme d'action avec ses objectifs chiffrés en termes d'amélioration de la qualité ou de la disponibilité des ressources en eau;
- analyser les impacts économiques sur les exploitants et propriétaires concernés;
- proposer les mesures d'accompagnement financier adaptées (en particulier les mesures des programmes de développement rural telles que les mesures agro-environnementales ou les aides à l'investissement);
- préparer l'arrêté préfectoral et le dossier de consultation des commissions départementales;
- suivre l'efficacité des mesures mises en œuvre tant en ce qui concerne leur impact sur la ressource en eau que leurs conséquences économiques.

Ces missions se situent en amont ou en parallèle des tâches de la police de l'eau. Elles supposent une large concertation des acteurs concernés que les services de l'Etat doivent faciliter et une réelle prise en compte des impacts, qui peuvent être très divers, des mesures imposées. Elles supposent un travail mené notamment en lien direct avec des spécialistes de l'économie agricole.

1.1.3. L'animation du développement rural

En matière de développement rural, par rapport à la période 2000-2006, trois missions nouvelles ou renforcées sont apparues dans le cadre du FEADER instruit par les services du MAP:

- La mise en œuvre de l'axe 3 «diversification économique des exploitations et amélioration de la qualité de la vie en zones rurales» intervient sur des zones beaucoup plus étendues (le zonage a disparu) et les montants sont supérieurs, suscitant un travail supplémentaire en DRAAF, DDAF, DDEA et DAF pour l'initiation et l'accompagnement des dossiers.
- L'axe 4 "Leader" est une mission récente pour les DRAAF, DDAF, DDEA et DAF transférée au MAP en tant qu'autorité de gestion. Il s'agit à l'échelon régional de sélectionner et d'assister les "groupes d'action locale" (GAL), d'assurer le conventionnement de leur projet et d'assurer les formations nécessaires puis de suivre leur stratégie locale par un appui de proximité.
- La mise en œuvre et l'animation du "réseau rural" constitue le troisième volet. Il s'agit d'identifier les partenaires concernés par les axes du FEADER, de les fédérer en lien avec les autres partenaires institutionnels (collectivités notamment) sur des thématiques régionales entrant dans le champ du FEADER.

Le FEADER apparaît comme un outil à la disposition des équipes dédiées à l'animation rurale et à l'agriculture durable pour développer des solutions innovantes. La gestion de ce fonds est, pour cette raison, intégrée dans les nouveaux métiers des services déconcentrés tant au niveau régional pour la programmation qu'au niveau des DDAF, DDEA ou DAF pour l'animation locale et le suivi des initiatives.

Le suivi des pôles d'excellence rurale (PER) constitue un autre volet de l'action des services déconcentrés du MAP dans le champ du développement territorial.

1.2. Développement des énergies renouvelables dans l'agriculture et la forêt ; valorisation de la biomasse

1.2.1. Performance énergétique des exploitations agricoles

Le plan «performance énergétique» lancé par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche le 3 février 2009 permet aux agriculteurs de s'engager dans la réalisation des objectifs du Grenelle de l'Environnement.

Ce plan en faveur des économies d'énergie et de la production d'énergies renouvelables vise à soutenir la réalisation d'actions et d'investissements spécifiques permettant aux exploitations agricoles de mieux répondre aux nouvelles exigences environnementales.

Le plan vise à accroître le nombre d'exploitations agricoles à faible dépendance énergétique.

Pour ce faire les agriculteurs se verront proposer la réalisation d'un diagnostic énergétique de l'exploitation. Ce diagnostic portera sur le bilan énergétique de l'exploitation et sur l'identification des actions à engager pour diminuer la facture énergétique.

Le plan est financé à hauteur de 40% en moyenne par un fond unique qui s'inscrit dans le cadre du second pilier de la PAC et du PDRH, et qui mobilise en particulier les crédits du Plan de Relance.

Les investissements éligibles à l'échelle d'une exploitation agricole portent sur les équipements d'économie d'énergie ou de production d'énergie renouvelable et sur un enjeu national, les unités de méthanisation ou les bancs d'essais des moteurs.

Les demandes sont instruites par les DDAF et DDEA qui constituent le guichet unique de financement. La sélection des dossiers sera faite par un appel à candidatures départemental pour les projets d'économie d'énergie ou de production d'énergies renouvelable. Les DRAAF, quant à elles, réceptionneront et instruiront (avec les autres services régionaux dont l'ADEME) les demandes portant sur les projets de méthanisation ou de bancs d'essais des moteurs.

Les paiements seront assurés par l'Agence de Services et de Paiement.

Au-delà de ces missions, les services déconcentrés du MAP, seront les promoteurs des projets d'amélioration de la performance énergétique des exploitations. Ils suivront les projets régionaux et départementaux concernant l'énergie dans l'agriculture et assureront à la demande des agriculteurs, de leurs groupements ou des organisations professionnelles et en liaison avec les chambres d'agriculture, les pré-études administratives, économiques et fiscales qui permettront de faire émerger ces projets.

1.2.2. Les filières "biomasse"

L'union européenne vient de s'engager à inclure 20% d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie à l'horizon 2020 ; la France devra passer ce ratio de 13% à 23%.

Cet effort doit se traduire par une utilisation sensiblement plus élevée de la biomasse agricole dans nos combustibles. Pour la forêt, il s'agit d'un véritable changement d'échelle dont l'enjeu se situe au niveau de la mobilisation de la ressource (identification des détenteurs, accessibilité des parcelles, structuration de la récolte etc.).

Car, au-delà de la production à des fins alimentaires, l'agriculture est aussi productrice de biomasse (pailles, résidus de transformation...) dont la valorisation énergétique est encore balbutiante. S'agissant des ressources forestière, le bois-énergie est déjà valorisé au travers des 24 Mm3 de bois dits «auto-consommés» (soit l'équivalent de 8 Mtep non commercialisés), mais la mise en place des unités énergétiques de production de chaleur ou de co-génération dans le cadre du fonds chaleur ou des appels d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie va fortement augmenter la demande. Les gisements sont sous-exploités en raison notamment des contraintes que représentent la dispersion des propriétaires et l'accessibilité des massifs; les filières de collecte, de stockage, de transformation et de distribution sont fragiles et insuffisamment organisées; l'incertitude sur les coûts et la rentabilité d'une filière émergente freine l'essor des bio-combustibles.

Un travail d'animation auprès des structures professionnelles agricoles et forestières peut permettre de lever des freins locaux identifiés et servir de catalyseur à une valorisation de la biomasse dans le chauffage des bâtiments ou l'introduction dans les carburants. Des équipes spécialement formées, présentes dans les DRAAF, mèneront auprès des

organisations forestières, de la profession agricole, des chambres d'agriculture et des collectivités, la promotion des filières techniques d'utilisation du bois et de la paille "énergie" et contribueront à trouver des solutions structurantes pour leur approvisionnement, en synergie avec les initiatives locales déjà existantes.

Au-delà des usages énergétiques, les autres valorisations de la biomasse (biomatériaux, fertilisants, composts ...) seront également à promouvoir.

1.3. Amélioration de l'offre alimentaire

Le "Plan d'action pour une politique de l'offre alimentaire, sûre, diversifiée et durable" du MAP précisé en septembre 2008, propose autour de 6 volets, 29 sous actions dont certaines sont à mettre en oeuvre aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

Ses objectifs sont les suivants:

- développer la production biologique,
- promouvoir la reconnaissance des signes de qualité et de l'origine des produits,
- augmenter la consommation de fruits et légumes,
- améliorer la qualité de l'offre alimentaire en restauration collective,
- développer la consommation des produits biologiques,
- améliorer l'alimentation des plus démunis à travers la mise à disposition de produits frais.

La circulaire DGAL/SDQA/BNQVA du 02 janvier 2009 précise les conditions de mise en oeuvre des plans régionaux pour une politique de l'offre alimentaire sûre, diversifiée et durable par les DRAAF à travers leur nouveau Service Régional de l'Alimentation.

Un pôle, au sein du service régional de l'alimentation de chaque DRAAF, est plus particulièrement chargé avec l'appui des Services Départementaux (DDSV) des politiques d'amélioration de l'alimentation.

Concrètement il s'agit:

- d'inciter les collectivités à s'engager dans le programme européen de distribution de fruits et de légumes à l'école, de les accompagner dans la mise en place des exigences réglementaires relatives à la qualité nutritionnelle des repas en restauration collective et au développement du recours aux produits biologiques.
- de développer des actions avec les associations caritatives pour mieux organiser et valoriser les produits agricoles notamment les fruits et les légumes;
- d'organiser en liaison avec les associations de protection des consommateurs des actions d'information, de soutenir ou d'initier des actions éducatives sur le rôle culturel et convivial de l'alimentation;
- de soutenir ou d'initier des actions visant à rapprocher producteurs et consommateurs, à valoriser des produits agricoles dans les circuits courts, à faire connaître le savoir-faire des agriculteurs, la diversité des produits ;

1.4. La valorisation des données économiques et territoriales dans les services déconcentrés

Le MAP développe depuis près de 20 ans des efforts en matière de gestion de données économiques et cartographiques territoriales; un savoir-faire est aujourd'hui reconnu. Cet effort doit être poursuivi dans une dynamique interministérielle, au niveau départemental et régional.

Les missions liées à la gestion de données seront renforcées dans les DRAAF, DDAF, DDEA et DAF avec des agents formés à la gestion des SIG et des bases de données.

Les raisons d'une bonne gestion et d'une bonne valorisation du patrimoine d'informations dont disposent les services déconcentrés du MAP sont multiples: l'interpénétration des diverses politiques publiques; le renforcement général de l'échelon régional de l'État, avec notamment le rôle des services régionaux de l'information statistique et économique (SRISE); les réorganisations départementales engagées dans le cadre de la RGPP, avec notamment la généralisation des directions départementales interministérielles; les évolutions constatées dans la gestion des systèmes d'information.

Au niveau central, la validation des descriptions des données (au sein d'une commission nationale créée par les secrétaires généraux du MAP et du MEEDDAT) est la clé de la consolidation et de l'échange des données.

Au plan local, il est essentiel d'engager une analyse précise des besoins de chaque service et de définir une organisation transversale pour l'administration locale des données et pour leur valorisation, notamment géographique. De façon générale, il conviendra de promouvoir une politique d'échange de données entre services, dans le cadre de partenariats structurés par des conventionnements.

2. LES METIERS CORRESPONDANTS A CES MISSIONS

Sauf en ce qui concerne la mise en œuvre du plan «performance énergétique», et les nouvelles activités sur l'alimentation, les missions décrites plus haut ne sont pas strictement nouvelles mais vont être développées car elles croisent des priorités réaffirmées associées à des financements renforcés.

A ce titre, la définition précise des postes ouverts devra tenir compte des organisations déjà en place à ce jour.

Ces postes s'exerceront essentiellement en DRAAF et en directions départementales.

Au-delà des compétences techniques et économiques réclamées, la bonne fin de ces missions suppose une activité accrue en matière de concertation et de ce fait la mobilisation de compétences en matière de négociation et de médiation entre acteurs aux intérêts souvent divergents; le rôle que doivent assumer les services de l'Etat ne se situe alors pas sur le même registre que ceux, décrits précédemment, de l'expertise ou de la police. L'articulation expertise/concertation/police et sa traduction en terme d'organisation d'équipe dans les services devront faire l'objet d'une réflexion au sein des services concernés, tenant compte des spécificités locales (fonction de la nature et de l'intensité des tensions sur la ressource, notamment). Ces missions réclament aussi une bonne pratique de la gestion de projet. Les agents seront chargés de susciter les maîtrises d'ouvrage publiques ou privées qui permettront d'atteindre les engagements nationaux et d'initier avec elles les projets correspondants.

A titre d'exemples des emplois «types» définis à ce jour sont présentés ci-dessous et de façon non limitative. Ces fiches ainsi que celle qui les compléteront seront mises en ligne sur l'intranet du MAP.

2.1. Agriculture durable et développement rural

2.1.1. Chargé de l'agriculture durable et du développement rural en région

- En DRAAF
- Catégorie A
- Nature de l'activité:
 - Animation de la commission régionale agroenvironnementale (FEADER Axes 1 et 2):
 - Programmation et zonage des mesures agri-environnementales territorialisées (Natura 2000, trames bleues et vertes, zones de

protection imposées, plan éco-phyto 2008-2018, règlement de développement durable)

- Pilotage politique et financier du Document Régional de Développement Rural;
- Suivi des actions de développement rural (FEADER Axes 3 et 4)
 - Suivi régional des programmes d'amélioration de la qualité de vie
 - Assistance des «groupes d'action locale» programme Leader
 - Animation régionale des «réseaux ruraux»
- Compétences et connaissances requises:
 - Impact environnemental des activités agricoles y compris sur les aspects de bio-diversité
 - Economie des exploitations agricoles
 - Financements et procédures d'affectation
 - Gestion de projets

2.1.2. Gestionnaire des projets départementaux de développement durable

- En Direction Départementale
- Catégorie A ou B
- Nature de l'activité:
 - Appui aux porteurs de projets et suivi des pratiques mises en œuvre;
 - contribution à l'émergence de maîtres d'ouvrage;
 - Coordination du contrôle des exploitations (2ème pilier PAC);
 - Zone d'alimentation des captages ou zones à protection réglementaire:
 - Diagnostics
 - Animation des réunions de concertation avec les acteurs de l'agriculture et de la gestion des ressources en eau;
 - Identification des contraintes agricoles et de leurs coûts;
 - Aide à la préparation des arrêtés de protection des zones.
 - Suivi et instruction des projets de développement rural (Axes 3 et 4);
 - Articulation avec les autres services de l'Etat dans la mise en oeuvre des mesures de la loi sur l'eau et des autres mesures réglementaires (plan éco-phyto 2008-2018...).
- Compétences et connaissances requises:
 - Conduite des productions agricoles
 - Economie des productions agricoles
 - Montage juridique des structures publiques ou privées (sociétés de projet)
 - Impact environnemental (y compris bio-diversité) des pratiques agricoles
 - Dispositifs d'aide au développement rural et à l'agriculture durable
 - Gestion de projets

2.1.3. Assistant à la gestion des zones à protection réglementaire dans l'agriculture

- en Direction Départementale
- Catégorie B ou C
- Nature de l'activité
 - Diagnostic des zones d'alimentation des captages, zones humides d'intérêt environnemental, des zones d'érosion ou zones de répartition des eaux;
 - Préconisation des actions nécessaires;
 - Identification des coûts induits par les modifications des pratiques agricoles envisagées

- Animation de la concertation avec les acteurs de l'agriculture et de la gestion des eaux
- Aide à la préparation des arrêtés de protection des zones;
- Mise en place des mesures compensatoires agri-environnementales;
- Compétences et connaissances requises:
 - Conduite et économie des productions agricoles
 - Impact environnemental, y compris bio-diversité, des pratiques agricoles
 - Dispositifs d'aide au développement rural et à l'agriculture durable
 - Gestion de projets

2.2. Performance énergétique et valorisation de la biomasse

2.2.1. Responsable de la valorisation des filières de biomasse et du plan performance énergétique

- En DRAAF
- Catégorie A
- Nature de l'activité:
 - Animation de la cellule régionale « Biomasse »
 - Réception et instruction (avec l'ADEME et les autres partenaires publics) des candidatures nationales (appels à projets de la Commission de Régulation de l'Energie ou du Fonds Chaleur, projets de méthanisation et bancs d'essais des moteurs)
 - Suivi des dossiers départementaux de développement d'énergies renouvelable
 - Identification de gisements de biomasse agricole et forestière (bois, paille et résidus de transformation), de leur accessibilité et de leur disponibilité annuelle ou saisonnière.
 - Identification des besoins en biomasse et des projets émergents (chauffage des bâtiments, industrie...)
 - Proposition de solutions adaptées à chaque projet au moyen d'une pré-expertise économique et fiscale avec un appui méthodologique aux maîtres d'ouvrages.
 - Mise en relation des producteurs avec les exploitants
 - Valorisation des opérations pilotes
 - Animation des partenariats externes (organismes techniques, agences d'objectifs), des réseaux professionnels et des financeurs publics,
 - Suivi régional des productions et consommations de biomasse
- Compétences et connaissances requises:
 - Techniques, usages et ratios de l'énergie en chauffage et transports
 - Production et transformation de la biomasse agricole et forestière (coûts et rendements)
 - Réglementation des usages et fiscalité
 - Maîtrise d'ouvrage publique
 - Aides financières et fiscales aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.
 - Gestion de projets

2.2.2. Responsable du plan «performance énergétique» des exploitations agricoles

- En Direction Départementale
- Catégorie A (une partie de ces missions pouvant être assurée par un agent de catégorie B)

- Nature de l'activité:
 - Suivi des cabinets de diagnostics énergétiques pour les agriculteurs (suivi des protocoles)
 - Appels à candidatures départementales pour les projets
 - Instruction des dossiers de demande d'aide
 - Contrôle et mise en paiement
 - Assistance aux porteurs de projets « énergies renouvelables » ou « valorisation de la biomasse » en collaboration avec les Chambres d'Agriculture et les autres organisations professionnelles, pour les montages fiscaux et économiques présentés.
- Compétences et connaissances requises:
 - Techniques usages et ratios dans l'énergie
 - Techniques des énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse...)
 - Consommations énergétiques dans l'agriculture
 - Economie et fiscalité des économies d'énergie
 - Aides financières dans l'énergie
 - Gestion de projets

2.3. Amélioration de l'offre alimentaire

2.3.1. Chargé de l'amélioration régionale de l'offre alimentaire

- En DRAAF (Service Régional de l'Alimentation)
- Catégorie A (une partie de ces missions pouvant être assurées par des cadres B)
- Nature de l'activité:
 - Incitation des collectivités à s'engager dans le programme européen de distribution de fruits et de légumes à l'école;
 - soutien des projets autour de l'accessibilité des fruits et des légumes dans l'objectif d'en augmenter la consommation;
 - développement des actions avec les associations caritatives pour mieux valoriser les produits agricoles notamment les fruits et les légumes;
 - incitation et accompagnement des industriels et les collectivités dans des chartes de progrès nutritionnel;
 - organisation des actions d'information auprès des collectivités pour accompagner la mise en place des exigences réglementaires relatives à la qualité nutritionnelle des repas en restauration collective;
 - formation des groupements agricoles autour d'une politique de label;
 - soutien ou initiation des actions éducatives sur le rôle culturel et convivial de l'alimentation;
 - soutien ou initiation des actions visant à rapprocher producteurs et consommateurs, à valoriser des produits agricoles dans les circuits courts, à faire connaître le savoir-faire des agriculteurs, la diversité des produits ;
- Compétences et connaissances requises:
 - Economie des filières fruits et légumes, économie de la filière biologique
 - Connaissance des filières de commercialisation des fruits et légumes et des produits biologiques
 - Diététique générale et sociale
 - Outils et méthodes de communication pour les campagnes d'informations
 - Principes de certification et de labellisation
 - Gestion de projets

2.3.2. Chargé du suivi et de la qualité de l'offre nutritionnelle au niveau départemental

- En DDSV
- Catégorie A (une partie de ces missions pouvant être assurée par des cadres B qui ne serait pas mobilisés exclusivement sur ces missions)
- Nature de l'activité:
 - Déclinaison opérationnelle des actions régionales en matière alimentaire
 - Incitation des collectivités à s'engager dans le programme européen de distribution de fruits et de légumes à l'école;
 - Incitation des collectivités à intégrer des produits biologiques dans la restauration collective; mobilisation des partenaires locaux;
 - Réalisation d'inspections en restauration collective;
 - Déploiement des actions d'information et d'animation auprès des collectivités pour accompagner la mise en place des exigences réglementaires relatives à la qualité nutritionnelle des repas en restauration collective.
- Compétences et connaissances requises:
 - Economie des filières fruits et légumes, économie de la filière biologique
 - Connaissance des filières de commercialisation des fruits et légumes et des produits biologiques
 - Diététique générale et sociale
 - Outils et méthodes de communication pour les campagnes d'informations
 - Principes de certification et de labellisation
 - Méthodes d'inspection.
 - Gestion de projets

2.4. Valorisation des données et systèmes d'information

- En DRAAF ou en Direction Départementale
Catégorie A (une partie de ces missions pouvant être assurée par des cadres B)
- Nature de l'activité :
 - Animation de la politique de gestion transversale des données;
 - Organisation et renseignement des bases de données géographiques;
 - Conduite des projets géomatiques en relation avec les services;
 - Mise à disposition des données à référence spatiales (zonages...);
 - Appui technique auprès des agents pour l'apprentissage des applications informatiques.
- Compétences et connaissances requises:
 - Maîtrise de MAPINFO
 - Connaissance des projets Géomap et GéoWeb
 - Gestion de projets

3. LA PLACE DE CES NOUVEAUX METIERS DANS LES SERVICES

Ces nouveaux emplois répondant aux politiques prioritaires du MAP s'exerceront à la fois dans les services régionaux et départementaux du ministère, avec une montée en charge qui s'organisera de la manière suivante :

- les dotations d'effectifs des différents services intégreront ces missions nouvelles. A cette fin, le modèle d'allocation des moyens sera ajusté au cours du printemps 2009, avec effets à compter de l'année 2010. Dans ce modèle, une répartition des emplois entre les échelons régional et départemental sera définie;
- en parallèle, la réduction du volume des emplois alloué aux missions d'ingénierie publique concurrentielle (hors missions GSP-DSP) se poursuivra jusqu'en 2011 ;
- des premières fiches de postes correspondant à ces métiers seront ouvertes à la mobilité dans la circulaire de juillet 2009 dans la mesure où les compétences n'auront pas été redéployées en interne sur ces priorités.

Bien sûr, les volumes d'emplois associés aux missions actuelles des services seront également ajustés annuellement.

4. L'ACCOMPAGNEMENT DES AGENTS

L'accompagnement des agents au titre des mobilités professionnelles associées à l'arrêt de l'ingénierie publique concurrentielle s'organisera à la fois au plan local et inter-régional:

- localement, conformément à la circulaire commune MAP-MEEDDAT du 23 février 2009 (§32) et dans le cadre de la préparation des plans de redéploiement des capacités d'ingénierie (PRIR), «chaque agent concerné par l'arrêt de l'ingénierie concurrentielle devra bénéficier d'un entretien individuel permettant d'établir son profil professionnel et de détecter ses motivations. Cet entretien permettra également d'évaluer les conséquences de la réforme sur sa situation et les besoins d'appui à la définition d'un nouveau projet professionnel» ;
- au niveau inter-régional, l'accompagnement des agents sera assuré par le réseau des missions d'appui aux parcours professionnels et au management des services (MAPS) qui se met en place pour fédérer et renforcer l'action des IGIR et IGVR.

Au cours du second trimestre 2009, les directeurs des DRAAF organiseront, avec l'appui du secrétariat général, des MAPS et des animateurs techniques de l'IAT, des réunions régionales (éventuellement inter-régionales dans le cas des petites régions) destinées à présenter les nouveaux métiers décrits dans cette note et répondre aux questions que se posent les agents concernés.

Des actions de formation seront ensuite proposées pour accompagner les mobilités professionnelles, selon plusieurs modalités :

- sur le court terme, diverses formations correspondant aux métiers nouveaux ou existants dans les services sont d'ores et déjà proposées dans le programme annuel de formation du ministère ;
- à moyen terme, lorsque les retours des PRIR permettront de préciser et de quantifier les perspectives de mobilités professionnelles, des programmes de formation plus spécifiques pourront être mis en place. Les MAPS et les délégués régionaux FORMCO seront mobilisés pour ajuster ces formations au plus près des besoins.

Tout ce dispositif est en premier lieu mis en œuvre pour les agents concernés par l'arrêt de l'ingénierie concurrentielle mais il est naturellement ouvert à tous ceux intéressés par ces nouveaux métiers.

La présente note de service vise, à travers la description des missions nouvelles ou en croissance, à permettre à chaque agent de se positionner dans le cadre d'un parcours et d'une mobilité professionnelle au plus près de ses motivations.

Elles reposent toutes sur **des démarches de gestion de projet**, qui mobilisent à la fois des compétences techniques (propres à chacun des secteurs) et une **concertation avec des acteurs multiples (services de l'État, collectivités locales, secteurs privé)**.

La préparation des plans de redéploiement des capacités d'ingénierie (PRIR), la création du réseau d'appui aux parcours professionnels et la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de formation permettront une gestion coordonnée des transformations et de la conduite des réformes.

Les Directeurs des services déconcentrés du MAP sont invités à porter attention à tous les aspects de ces redéploiements, qu'il s'agisse de l'organisation des services, des actions de formation, de l'accompagnement individuel, du développement des partenariats. Pour ce faire, ils bénéficient notamment du réseau d'appui aux parcours professionnels et au management des services qui se met en place pour fédérer et renforcer l'action des IGIR et IG VIR, qu'ils tiendront régulièrement informés des redéploiements menés à bien et des éventuelles difficultés rencontrées.

Le Secrétaire Général

Jean-Marie AURAND